



Le chef de l'État vient d'écrire à la Confédération africaine de football pour confirmer son accord d'organiser la CAN en 2021.

Le Cameroun a-t-il finalement accepté d'organiser la Coupe d'Afrique des nations 2021? Officiellement, aucune autorité camerounaise ne le confirme jusqu'ici. Mais le vice-président de la Confédération africaine de football(CAF), Constant Omari, particulièrement loquace sur différents médias ces derniers jours a levé le mystère sur la position du chef de l'État camerounais à propos de l'idée d'organiser une CAN au Cameroun en 2021 après le retrait de l'édition de 2019 par la CAF:

" On a un retour très favorable du Cameroun. Le chef de l'État, précise Constant Omari, nous a écrit officiellement pour confirmer son accord d'organiser 2021. Nous avons réagi hier(Ndlr dimanche) pour lui dire que nous prenons acte de sa lettre somme toute très cordiale. "Les propos du vice-président de la CAF lundi soir, dans l'émission de sport Talent d'Afrique,diffusée du Canal+, est passée presque sous silence, pourtant ils indiquent pour la première fois la position du chef de l'État camerounais depuis que le comité exécutif de la CAF a décidé de retirer l'organisation de la compétition au Cameroun.

Le chef de l'État qui ne s'est pas prononcé jusqu'ici saisit la main tendue de Ahmad Ahmad,il marque ainsi son accord de substituer le Cameroun à la Côte d'Ivoire désignée depuis 2014

pays organisateur de la CAN 2021. Bémol

L'option du président de la République apparaît toutefois comme un bémol par rapport à la seule position officielle connue du gouvernement camerounais, présentée en des termes peu équivoques au lendemain de la décision du comité exécutif de la CAF par le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary:

" Le Gouvernement de la République du Cameroun a pris connaissance avec consternation de la décision du Comité Exécutif de la CAF réuni à Accra le 30 novembre 2018, de retirer au Cameroun l'organisation de la CAN 2019.(...) L'info claire et nette. Face à cette injustice flagrante,le Gouvernement de la République demande au Peuple camerounais de garder toute sa sérénité et de ne pas céder à la tentation des polémiques stériles. (...) Il y a néanmoins lieu de souligner, mettait en garde le ministre de la Communication, que le football africain ne pourra se hisser au niveau de celui des continents plus avancés, sans le respect d'une certaine éthique." Tas En fait, cette option du chef de l'État de jouer la carte de l'apaisement avec la CAF avait déjà transpiré de la réunion du comité de préparation des Coupes d'Afrique des nations (Comip-Can)présidée par le Premier ministre, Philémon Yang,le mercredi 5 décembre dernier,dont le seul point à l'ordre du jour, selon un participant, était l'examen des causes du retrait de la CAN.

L'une des résolutions avait alors porté sur la main tendue de la CAF pour l'organisation par le Cameroun de la CAN 2021, et la réponse favorable à donner à cette demande. Aussi, l'hypothèse d'une saisine du Tribunal arbitral du sport(TAS) ne serait plus à l'ordre du jour, contre l'avis de certains observateurs pour qui le Cameroun ne devrait pas écarter cette hypothèse.

Décideur ultime, Paul Biya se plie donc à la décision du comité exécutif de la CAF qui retire la CAN 2019 au Cameroun notamment pour retard dans le planning des travaux préparatoires et contexte sécuritaire peu favorable.

Il y a peu pourtant, le chef de l'État ne laissait planer aucun doute sur la capacité de son pays et son engagement personne là relever ce défi dans les délais impartis: " la CAN 2019, c'est déjà demain, lançait-il le 10 août 2017, aux sportifs médaillés de compétitions internationales qu'il recevait au palais de l'Unité; vous avez rendez-vous avec l'Afrique sportive ici même au Cameroun. Et le Cameroun sera prêt le jour dit, j'en prends l'engagement." Aveu d'échec?

Le Jour